

RAPPORT GRAND DEBAT NATIONAL DU 15 FEVRIER 2019

75 personnes

- **Comment** finance-t-on la transition écologique ? C'est une question de survie et le coût n'est pas le seul axe à prendre en compte.

La construction du projet EUROPA CITY sur des terres agricoles est problématique. De même, la construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer induit la mise en œuvre de viaduc et d'échangeurs sur des fonds publics.

- **Réponse de Madame la Ministre Brune POIRSON** : le domaine environnementale amène parfois à des situations schizo-phrènes. Des sols sont artificialisés alors que l'on doit normalement sauver des terres agricoles.

Mais il faut prendre de la hauteur car bien souvent il y aussi de la création d'emploi qui entre en jeu. Le développement économique est aussi un facteur que l'on ne peut négliger car on demande aussi au gouvernement de créer des emplois.

Il faut trouver des solutions pour la transition écologique tout en créant des emplois. Nous sommes dans une phase de transition car on fait toujours « comme si » les richesses naturelles étaient inépuisables.

Pour certains l'emploi reste prioritaire sur toute autre question.

Des arbitrages doivent être faits pour allier la transition écologique au développement économique : créer des emplois qui ont du sens.

Le Premier Ministre a demandé à ce que le projet d'EUROPA CITY soit moins important

- **Le projet EUROPA CITY** situé dans le triangle de Gonesse est un projet aux dimensions démesurées et aux conséquences désastreuses pour l'environnement. C'est un désastre agricole qui se prépare car l'emprise sur les terres agricoles est gigantesque.

Je vous invite à venir visiter ce lieu pour mesurer l'ampleur du projet.

Par ailleurs, il a été prouvé par des économistes qu'EUROPA CITY ne créerait pas d'emploi.

- **Réponse de Madame la Ministre** : Je ne connais pas très bien le projet d'EUROPA CITY mais je sais que c'est un projet conséquent. Est-il pour autant considéré comme un projet du passé ? Il faut encore étudier la question pour préserver la biodiversité et lutter contre l'expansion des villes.

Mais cela demande un changement de mentalité notamment en ce qui concerne l'utilisation de la voiture. La taxe carbone était par exemple un moyen de rééquilibrer la balance entre l'utilisation de la voiture et les actions écologiques ou de santé en reversant les recettes fiscales.

- **Pour autant l'utilisation des sols et des sous-sols** reste problématique. Nous avons dans la Plaine de France les sous-sols parmi les plus riches et les plus qualitatifs de France.

Il faut absolument veiller à préserver la forêt et l'environnement en Ile de France. Cela implique de se poser la question des déchets et plus particulièrement celle de l'incinération qui pollue énormément.

- **Réponse de Madame la Ministre :** Il devient effectivement extrêmement urgent de préserver la nature.

En 2020 se tiendra la COP biodiversité en Chine. Ce sera l'occasion de se mettre d'accord pour protéger la nature. Oui, les sols et les sous-sols sont très précieux.

- **Les déchets dans la rue** et les incivilités sont de plus en plus présents. C'est quotidien, lorsque l'on marche dans la rue d'être confronté à des papiers, des détritux à même le sol. Il est nécessaire de sensibiliser et de responsabiliser chacun face à cette pollution passive.

- **Réponse de Madame la Ministre :** Il faut effectivement sensibiliser au recyclage au quotidien car c'est un potentiel d'économie de gaz à effet de serre. Vous avez raison de souligner l'incivilité rencontrée quotidiennement. Un nouveau système de consigne est actuellement à l'étude pour sensibiliser davantage.

- **Le travailleur qui prend sa voiture** il contribue en payant les taxes sur l'essence et la TVA. On doit impérativement taxer le Kérosène. Or les billets d'avions sont déjà taxés. Que proposez-vous ?

- **Réponse de Madame la Ministre :** Tous les secteurs doivent contribuer au niveau européen. Pour autant, la situation peut parfois être compliquée comme par exemple la taxation sur les gros cargos qui polluent. En effet, l'Organisation Maritime Internationale est un interlocuteur très fermé avec lequel le dialogue est compliqué.

Nous devons travailler sur le plan européen pour être plus fort mais cela ne se fait pas sans beaucoup de négociation.

- **Pour la réduction de la vitesse à 80 km** le gouvernement est intervenu immédiatement et a imposé cette vitesse sans aucune concertation alors qu'au plan local, certains élus sont capables d'identifier les zones à risques nécessitant cette réduction de vitesse.

Dans le même temps, le gouvernement recule sur le glyphosate et sur l'usage des pesticides en général.

- **Réponse de Madame la Ministre :** Le glyphosate est un problème dont le gouvernement s'est emparé. Le gouvernement en politisant cette question a impliqué les autres pays dans le choix d'utilisation du glyphosate. J'ai personnellement appelé plusieurs homologues européens pour les responsabiliser quant à cette question d'usage du Glyphosate. Or au dernier moment certains pays nous ont lâchés, notamment l'Allemagne. Néanmoins, nous avons gagné un pan de la bataille en impliquant les autres pays et en montrant que la France a des ambitions environnementales.

- **Les retraites doivent être revalorisées.** L'indice des retraites ne monte plus et cela paupérise de nombreuses personnes.

- **Les transports restent un problème pour se déplacer** de banlieue à banlieue. Comment faire pour trouver en emploi si les transports en commun ne suivent pas ? comment profitez des pôles économiques si rien de les relie aux habitants ? La plateforme de l'aéroport Roissy Charles de Gaulle est inaccessible pour un grand nombre de Val d'Oisiens. On doit développer les petites lignes et moins le TGV.

- **Les modes de garde sont limités et non adaptés** aux personnes ayant notamment des horaires décalés. C'est difficile et cela crée de la pauvreté.
- **En termes d'éducation**, plusieurs questions se posent : quid de la nouvelle réforme du BAC ? Comment orienter les élèves en difficultés ou ceux qui tout simplement ne savent pas quelle option prendre ?
Il faut également sensibiliser plus fortement contre le harcèlement à l'école. Il y a beaucoup de travail à faire à l'école.
- **La répartition des richesses** pose question. Les riches deviennent plus riches encore alors que beaucoup s'appauvrissent. Quelle place donne-t-on à l'être humain ?
- **Pour l'utilisation du glyphosate**, il faut donner des priorités. Habitant près d'une grande zone agricole, je m'interroge sur les effets du glyphosate sur ma santé. Cela crée une certaine anxiété lorsque l'on habite tout près d'un champ cultivé.
La santé reste un objectif majeur pour nous tous.
- **Les quatre sujets** proposés par le Gouvernement sont orientés. D'autres sujets doivent être débattus tels que l'ISF ou les banques.
- **L'honnêteté des politiciens** et des élus pose question. L'exemplarité des Elus aux sens général mais également dans les plus hautes sphères.
Le casier judiciaire des hommes et femmes politiques doit être absolument vierge.
- **Réponse de Monsieur le Député Dominique DA SILVA** : nous sommes dans un pays démocratique et l'honnêteté du plus grand nombre des Elus n'est plus à démontrer. Il faut gagner des élections pour apporter des solutions pour le bien de tous.
- **A quand la transparence ?** Où passe l'argent de la TVA ? Il faut le même dispositif pour tous.
Les thèmes ne correspondent pas aux attentes des Français.
- **Réponse de Madame la Ministre Brune POIRSON** : Tout peut être discuté. Si les thèmes ne conviennent pas on peut discuter d'autres sujets.
Il y a une certaine perte de solidarité et une crise de sens. Il faut repenser tout cela et construire tous ensemble un nouveau projet politique.
- **Qu'en est-il de la retranscription des débats ?** Qui peut nous garantir que cela ne sera faussé et que la transparence sera bien présente ?
- **Réponse de Madame la Ministre** : Tout sera mis sur la plateforme et les cinq personnes garantes de la transparence de ce débat ne font pas parties du gouvernement. Ils garantiront l'objectivité et l'authenticité des débats.
- **La démocratie** c'est aussi prendre en compte le vote blanc.
- **Le grand absent de ce débat national** c'est le système « import-export » international qui a des conséquences financières, politiques et écologiques considérables. Il faut reconsidérer ces mouvements commerciaux, de les analyser et d'en comprendre les enjeux afin de préserver à la fois la démocratie, les balances économiques et les ressources naturelles.
- **Le RIC** doit être débattu ainsi que la démission du Président.
- **Je rappelle que le Président** a été élu démocratiquement et que son élection est valide.
- **Non, pour beaucoup**, nous avons voté contre un parti politique et pas pour Emmanuel MACRON.

- **La pauvreté s'agrandit** et l'on constate que certaines personnes viennent à la banque postale pour retirer 1 euro. C'est dramatique.

Un échange entre Monsieur le Député et plusieurs participants, et portant sur des points évoqués ci-avant, a clôturé le débat.